



# Recherche féministe et de genre à l'Université de Yaoundé II : examiner l'impact sur la transformation sociale

Vanessa Aboudi\*

---

## Résumé

Depuis les années 1980-1990, les études féministes et de genre font leur chemin dans les universités africaines, même si on note encore quelques résistances notamment dans les pays francophones. Concernant le Cameroun, la réflexion, l'enseignement et la recherche féministes et sur le genre sont encore restreints, tant au niveau de la production que de la consommation des connaissances. Les universités d'État tardent à introduire ou à développer cette problématique dans les curricula d'études. Ce qui n'est pas sans conséquence sur la maturation de cette discipline scientifique et l'usage des savoirs institués du monde universitaire en termes de genre au profit de la transformation sociale et du développement durable. Le présent article étudie le cas de l'Université de Yaoundé II, et s'inscrit dans une dynamique militante, afin de permettre à cette science sociale de se constituer en secteur autonome, tout en assumant sa transversalité. Pour construire cette recherche, nous nous sommes essentiellement appuyée sur l'épistémologie féministe et sur les techniques de collecte de données communes aux sciences sociales, afin de mieux appréhender la place des études de genre dans le contexte universitaire de Yaoundé II, et au-delà, leur impact sur les rapports sociaux de sexe.

**Mots-clés :** Recherche féministe, Études de genre, université, marginalisation, transformation sociale.

## Abstract

Since the 1980s–1990s, feminist and gender studies have made their way into African universities, although there is still some resistance, particularly in French-speaking countries. In Cameroon, feminist and gender reflection,

---

\* Étudiante-chercheuse, Département de science politique, Université de Yaoundé II, Cameroun. Email: [Vanessaaboudi18@yahoo.com](mailto:Vanessaaboudi18@yahoo.com)

teaching and research are still limited, both in terms of knowledge production and consumption. State universities are slow to introduce or develop this issue in their curricula. This is not without consequences on the maturation of this scientific discipline and the use of the instituted knowledge of the academic world in terms of gender for the benefit of social transformation and sustainable development. This article studies the case of the University of Yaoundé II, and is part of a militant dynamic, to enable this social science to establish itself as an autonomous sector, while assuming its transversality. To build this research, we mainly relied on feminist epistemology and data collection techniques common to the social sciences, to better understand the place of gender studies in the university context of Yaoundé II, and beyond, their impact on gender relations.

**Keywords:** Gender studies, feminism, feminist research, university, marginalisation, social transformation.

Si les études féministes et de genre se sont développées et se maintiennent de manière plus ou moins organisée dans la plupart des universités occidentales (cours, programmes, centres de recherche féministes, instituts et professionnalisation), en Afrique, notamment francophone, l'enseignement et la recherche féministe connaissent encore des conditions de relative marginalisation pédagogique et administrative au sein des universités (Sow 2009:25). L'émergence d'un domaine de recherche et d'enseignement qui intègre et légitime le diptyque « femme » et « genre », reste encore très problématique dans la mesure où ces questions touchent aux fondements mêmes des sociétés patriarcales africaines. En tant que pôles de production de savoirs et d'analyse scientifique des faits sociaux, les universités sont apparues, dès leur création, comme des moteurs essentiels de la transformation et du changement social. Mais ici comme ailleurs, ces institutions restent plus ou moins fermées à la critique dans la mesure où elles établissent une forme de hiérarchisation entre les disciplines et les questions scientifiques qu'elles abordent.

Dans son livre, *L'Orientalisme*, Edward Saïd opposait déjà ce qui est familier (l'Europe, l'Occident, « nous », le masculin) à ce qui est étranger (l'Orient, « eux », le féminin) (Saïd 1989:210). Parce que les études féministes et de genre ont été moulées dans cette catégorisation, elles ont hérité d'un statut subalterne dans les programmes universitaires, alors que l'histoire, la sociologie, l'anthropologie, les relations internationales et d'autres disciplines comme l'économie ont été considérées dès le départ comme des sciences normales ou conventionnelles. En effet, la récupération universitaire de leurs objets d'études n'avait fait l'objet ni d'une négociation ni d'une résistance comme ça a été observé avec les études féministes/de genre/ou sur les femmes ainsi que le démontre cette brève revue de la littérature.

Étudiant le contexte québécois, Huguette Dagenais montre ainsi que si l'institutionnalisation du féminisme a été difficile au sein de l'État, la situation a été plus compliquée au niveau des universités avec 30 ans d'opposition multiforme. Même si l'auteure reconnaît aujourd'hui une nette amélioration, elle précise que la situation des études féministes au sein des universités francophones québécoises demeure précaire, à la merci des circonstances. Cependant, elle affirme que cette institutionnalisation bien que « fragile » et « partielle », a eu un impact avéré non seulement sur le plan scientifique, mais aussi politique (Dagenais 2002:27).

Dans le contexte européen, Harriet Silius analyse le processus d'institutionnalisation des études féministes dans les universités de neuf pays. Elle identifie quatre étapes dudit processus, à savoir le militantisme, l'institutionnalisation, la professionnalisation et l'autonomie des études féministes. Malgré quelques points communs observés entre ces États notamment au niveau des facteurs qui ont favorisé l'émergence de ces études, l'auteure argue que partout, celles-ci se sont heurtées à la rigidité des structures disciplinaires, à l'autonomisation restreinte des universités et enfin, à la résistance masculine (Silius 2002:20-21).

Du côté du Sénégal, Fatou Sow montre comment les tentatives d'institutionnalisation de la recherche féministe à travers l'enseignement ont connu d'énormes difficultés dans les Universités de Saint-Louis et Cheikh Anta Diop de Dakar. Dans la première, il existe un programme sur les femmes et la famille dont les activités restent réduites, et dans la seconde, un projet de création d'enseignement d'un programme de recherche sur les femmes est en veilleuse dans le département de sociologie. Par ailleurs, l'auteure affirme que son cours, qui portait sur l'analyse des rapports sociaux de sexe dans les sociétés africaines s'est vu escamoté à maintes reprises par ses collègues (Sow 2002:39-40).

Dans le contexte algérien, Souad Khodja (2002:51) montre qu'il est « difficile de parler d'études féministes en Algérie, tant la condition des femmes est encore soumise à de fortes pressions » sociales et traditionnelles, ce qui impacte leur statut sociopolitique. Pour finir, en étudiant le cas du Burkina Faso, Fatoumata Kinda (2009) montre que les études féministes au sein des universités de cet État sont marginalisées, tant au niveau de l'enseignement que dans la recherche féministe. Le principal facteur étant l'absence de structures institutionnelles de recherche féministe, et de moyens financiers pour subventionner une telle entreprise. Ce qui continue d'alimenter les inégalités sociales.

Concernant le Cameroun, la reconnaissance universitaire d'une discipline axée sur l'analyse des rapports sociaux de sexe n'a pas fait l'objet

de débats, malgré un statut marginal au sein des universités francophones. Parmi les huit universités d'État, celles d'obédience anglo-saxonne ont des départements de Women and Gender Studies, à savoir les Universités de Buea et Bamenda; les six autres universités sont bilingues ou francophones, mais dans les deux cas avec un fort prisme francophone, et n'intègrent pas ou ne développent pas suffisamment les études féministes et/ou de genre dans leurs programmes. Dans cette grande zone francophone, seules les Universités de Yaoundé I<sup>1</sup> et Yaoundé II ont une programmation plus ou moins affirmée dans leurs curricula. Il existe dans la première un master professionnel en « Genre et développement », et dans la seconde une unité d'enseignement sur le genre dispensée aux étudiants de science politique. C'est le cas également à l'Institut des relations internationales du Cameroun où, sur cinq programmes de Master, seule la chaire ISESCO/FUMI<sup>2</sup> pour la Diversité culturelle de l'Université de Yaoundé II offre, en Master 1, un cours sur le genre. Les universités restantes et les instituts privés universitaires faisant quant à eux fi de cette discipline.

Compte tenu de l'étendue de l'espace universitaire camerounais, nous mettons spécifiquement l'accent sur l'analyse de l'institutionnalisation des études féministes et/ou de genre à l'Université de Yaoundé II, en centrant l'analyse sur ses deux facultés<sup>3</sup>. L'objectif principal est alors de questionner cette institutionnalisation pour saisir ses contours, ses facteurs d'émergence, le contenu des programmes, la réceptivité du milieu universitaire, et au-delà, l'impact sur les rapports sociaux de sexes. Ainsi, quel est le degré d'institutionnalisation des études de genre à l'Université de Yaoundé II? Cette institutionnalisation s'exerce-t-elle en termes d'études ou de recherche, engendre-t-elle des changements sociaux dans l'université, ou en dehors?

### **La marginalisation des études de genre dans le curriculum universitaire de Yaoundé II**

Comme partout ailleurs, les études de genre ont, sur le plan institutionnel de l'Université de Yaoundé II, une histoire. Cependant, dans ce contexte particulier, contrairement aux schémas traditionnels, qui mettent en avant l'action des professeures-chercheuses, des étudiantes féministes ou encore des féministes étatiques dans le combat pour l'intégration des études féministes et de genre dans les programmes universitaires, cette action est ici principalement le fait d'universitaires camerounais de sexe masculin non féministes, qui se sont intéressés à la question au cours des Instituts sur le genre et la gouvernance du CODESRIA à Dakar, dans les années 1990. Il s'agit des professeurs Luc Sindjoun et Ibrahim Mouiche, qui ont respectivement milité et construit cette discipline aujourd'hui dispensée dans le département de science politique

de la Faculté des sciences juridiques et politiques, et depuis 2016 à l'IRIC. Toutefois, l'institutionnalisation dont il est question ici ne saurait se limiter à la simple acceptation dans le programme universitaire et ne peut se passer d'une analyse en profondeur de la réceptivité et de la récupération du milieu universitaire, à travers des paramètres tels que l'enseignement, les programmes spécifiques au genre, la professionnalisation, les structures de recherche, la production scientifique et l'autonomisation de la discipline.

### ***La lente et tardive émergence des études de genre à l'Université de Yaoundé II***

C'est un fait que les universités anglophones africaines appartiennent à une tradition féministe développée aux États-Unis puis en Grande-Bretagne, avec la création à partir des années 1960-1970 des *Women Studies* puis *Gender Studies* (Sow 2002). Si les universités francophones occidentales n'ont pas tardé à suivre le mouvement, les universités francophones africaines se sont quant à elles caractérisées par une intégration tardive des études féministes ou de genre. À l'université de Yaoundé II particulièrement, il a fallu attendre l'année académique 2006-2007 pour voir un chapitre sur les femmes intégré dans le cours d'anthropologie politique des étudiants de DEA dans le département de science politique.

Plusieurs paramètres ont empêché le développement de ces études. Il s'agit principalement de l'emprise du droit sur les études politiques, et plus tard du cloisonnement « paroissial » des spécialisations de la science politique. Il faut noter que de 1993 à 2005, bien qu'on ait pu créer une Faculté des sciences juridiques et politiques, l'autonomisation de la science politique eu égard aux études juridiques se faisait attendre. Cela se manifestait par l'existence d'un tronc commun d'études, avec une prévalence des matières de droit jusqu'en troisième année, où s'opérait une spécialisation soit en science politique soit en droit. Le droit étant essentiellement une science normative, une telle démarche interdisait naturellement toute interrogation critique des rapports sociaux de sexes, et partant, l'émergence d'une discipline axée sur le genre. Comme le précise Harriet Silius, si les sciences sociales et humaines dans leur ensemble ont été envahies par les études féministes, ce sont principalement la sociologie, puis l'histoire et la littérature qui ont favorisé leur développement au sein des universités (Silius 2002). En 2006, avec la création d'un département de science politique, les études de genre n'ont pas pour autant émergé automatiquement, à cause de la suprématie de certaines disciplines. À ce propos, un doctorant affirme :

Au Cameroun, on savait qu'il y avait trois spécialisations, et si tu voulais être reconnu comme étant un grand politologue, il fallait que tu parles des

questions de relations internationales, des questions de sociologie politique, et des questions de systèmes électoraux. Or en privilégiant ces trois variables, la science politique, qui est vraiment la racine, ne nourrissait pas certaines branches ou certaines problématiques, qui doivent être non négligeables<sup>4</sup>.

Malgré cette conjoncture historique, les cours sur le genre ont fait peu à peu leur chemin dans le terrain universitaire. Mais la production des enseignements demeure insuffisante par rapport à la dynamique universitaire mondiale et interne. Ainsi, en lieu et place d'un département ou d'une discipline visiblement constituée et démocratisée, existe une programmation mineure et sélective. Le genre figure dans le programme des étudiants de Licence III, Science politique depuis 2008 à travers l'UE « Genre et politique ». La problématique du genre n'est encore abordée que dans le cadre du cours d'anthropologie politique dispensé en Master 2 – sous la forme d'un chapitre. Néanmoins, ces cours permettent à certains étudiants, s'ils sont intéressés par la question, de commencer à se familiariser avec cette thématique de recherche<sup>5</sup>. Toutefois, depuis 2015, l'UE « Genre et politique » a été rebaptisée Anthropologie politique 2, un titre qui embrigade le contenu et marque peut-être l'acte de décès d'une discipline encore naissante et fragile<sup>6</sup>. Chez les juristes, il n'existe pas de cours sur le genre, mais le statut de la femme est abordé dans le droit de la famille et des personnes. Dans la Faculté des sciences économiques et de gestion, aucun cours sur le genre n'est enregistré; pourtant, ce serait le cadre idéal pour le développement d'une discipline telle que « Genre et développement ». Dans un tel contexte, comment envisager une carrière ou une spécialisation sur les études de genre si la motivation est moindre? En outre, la transmission entre générations, c'est-à-dire sur la relève en études féministes (Zaidman 2005:35), apparaît problématique sur le long terme.

À côté de cette faible diffusion et insertion des études de genre existe un désintérêt des enseignants. En effet, seul le professeur Ibrahim Mouiche les construit et les dispense dans les niveaux sus-cités. Une situation qui fragilise davantage leur institutionnalisation dans la mesure où elle rappelle l'inquiétude que Dagenais relevait à propos des universités québécoises, à savoir que : « Si une professeure féministe part en année sabbatique ou à la retraite, le cours qu'elle a porté à bout de bras et remis à jour peut disparaître à jamais » (Dagenais 2002:26).

Pour comprendre cette résistance du milieu universitaire face aux études de genre, il apparaît opportun de s'intéresser à la manière dont sont perçues les études dites féministes en général. Ici comme ailleurs, celles-ci sont tributaires de l'image du féminisme, une notion souvent mal comprise et à connotation péjorative, surtout dans le contexte africain marqué par le poids

du patriarcat. Dissertant sur « Le genre sur tous les fronts » à l'occasion de la cérémonie d'hommage que le Codesria lui a dédiée le 27 mars 2017 à Dakar, Fatou Sow arguait que « le féminisme, c'est simplement à la fois l'analyse des mécanismes qui instaurent des rapports d'infériorité, de pression, et la volonté de mener des actions pour les abolir<sup>7</sup> ». Une définition qui rompt avec la vision ordinaire d'un soulèvement des femmes contre les hommes.

### *Une recherche féministe peu fournie à l'Université de Yaoundé II*

Selon Robert Mayer et Francine Ouellet, cités par Fatou Kinda, la recherche féministe est « toute activité qui permet à un individu ou à un groupe d'acquérir par lui-même des connaissances précises concernant les réalités sociales vécues quotidiennement par les femmes » (Kinda 2009:84). Elle est ainsi le fait de chercheurs masculins et féminins. La particularité d'une telle recherche par rapport aux approches classiques est sans doute sa « double dimension », c'est-à-dire « à la fois un projet sociopolitique de transformation des rapports sociaux et un projet scientifique d'élaboration des connaissances » (Ollivier & Tremblay 2000:7-8). Analyser la part réservée à ce mouvement intellectuel au sein de l'Université de Yaoundé II apparaît essentiel pour déterminer l'intérêt qu'étudiants et enseignants accordent à cette thématique.

Globalement, il n'existe pas une grande visibilité de cet objet dans les travaux de recherche des étudiants de l'Université de Yaoundé II, que ce soit en Master 2 ou en cycle de Doctorat. Un bilan en termes de sociologie de la connaissance ferait état de huit mémoires soutenus sur le genre, sur une période de sept ans (2008-2015) dans le département de science politique<sup>8</sup>. Au cours de l'année académique 2015-2016, on note également quelques mémoires sur le genre en attente de soutenance (trois); mais jusqu'ici, aucune thèse n'a encore été soutenue depuis l'incorporation du genre dans les programmes. Chez les juristes, deux mémoires soutenus en 1999 et en 2011 ont porté sur les femmes<sup>9</sup>. Dans la Faculté des sciences économiques et de gestion, on constate l'inexistence de travaux sur le genre.

Du côté des universitaires, les enseignants de cette institution ont commencé à analyser cette thématique dans leurs travaux au cours des années 2000, notamment à travers l'ouvrage collectif dirigé par le professeur Luc Sindjoun intitulé, *La Biographie sociale du sexe : Genre, société et politique au Cameroun*. Suivront d'autres travaux, à l'instar de ceux du professeur Ibrahim Mouiche, respectivement « Genre et commandement territorial au Cameroun » en 2007 et « Genre et asymétrie structurelle du pouvoir d'État : Quelles leçons pour le Cameroun? » en 2014, paru dans l'ouvrage collectif dirigé par Justine Dikko Tchoukang, et les travaux de la professeure Nadine Machikou, autour de trois objets, à savoir la question des mobilisations

festives (le 8 mars), les effets genrés de l'insurrection de Boko Haram, et les politiques compassionnelles de la Première Dame. De manière générale, la poignée des travaux sur le genre qui existent au sein des universités francophones camerounaises est surtout l'œuvre de grands universitaires spécialisés en socio-anthropologie, en relations internationales et en droit, ou de quelques docteurs en science politique et en sociologie. Cette rareté des publications rend infécond le débat sur le féminisme et sur le genre au Cameroun, et ne permet pas le développement d'une théorie féministe ayant une portée internationale. Car c'est de la pluralité des contributions scientifiques qu'émerge une communauté scientifique dans une discipline.

Plusieurs facteurs peuvent être mobilisés pour expliquer cette faible tendance sur la recherche féministe et sur le genre à l'Université de Yaoundé II ou dans les universités camerounaises francophones en général. Premièrement, il y a l'absence de centres de recherches féministes ou encore de regroupements d'enseignants-e-s et chercheur-e-s des sections féministes, comme c'est le cas dans certaines universités africaines et occidentales. Dans le contexte africain par exemple, le Nigeria est l'un des premiers pays à avoir mis en place, au début des années 1980, un *Women's Center and Documentation Center* à l'Université d'Ibadan. Le Ghana a également monté un groupe de *Women's Studies*, à l'Université du Ghana à Legon dans la banlieue d'Accra. Les bibliothèques universitaires et à initiative privée camerounaises de l'espace francophone sont caractérisées par une quasi-absence d'ouvrages sur le genre et sur le féminisme. Fatou Sow observe alors à juste titre que :

La réflexion, la recherche et l'enseignement féministes sont encore à créer dans la majorité des universités africaines francophones, qui abritent très peu de centres d'étude et de programmes de recherche sur les femmes et s'occupent encore moins des questions de genre et développement, contrairement aux universités anglophones exposées au débat. (Sow 1999:424)

Deuxièmement, il existe un lien étroit entre l'insuffisance des cours sur le genre et le faible intérêt que les étudiants portent à cette thématique dans leurs travaux. Dagenais montre par exemple comment « la multiplication des cours féministes dans les programmes disciplinaires des universités francophones québécoises a effectivement permis la sensibilisation d'un grand nombre d'étudiants et d'étudiantes » et suscité plus de publications (Dagenais 2002:27). Ensuite, il y a comme un déclassé symbolique dans la valorisation et la légitimation des objets « genre » et « féminisme<sup>10</sup> ». Les travaux portant sur ces thématiques ne sont pas souvent pris au sérieux, surtout quand ils sont menés par des universitaires de sexe féminin. Enfin, se profile en filigrane le faible financement de la recherche à l'Université de Yaoundé II.



## **L'impact des études de genre et de la recherche féministe sur la transformation sociale au Cameroun**

Loin d'être neutres, les études de genre et la recherche féministe ont un impact sur le comportement des individus et sur la structure sociale. Les premières permettent aux étudiants et aux étudiantes, à travers une pédagogie féministe bien élaborée, d'acquérir des connaissances scientifiques et les outils nécessaires à la compréhension et à l'analyse objective des rapports sociaux de sexe, et la recherche féministe quant à elle cherche à produire des connaissances utiles pour arriver à enrayer les inégalités liées aux rapports de sexes (Ramazanoglu & Holland 2002). Par conséquent, la formulation d'un projet de transformation sociale, l'élaboration de savoirs et la proposition de nouvelles pratiques sont autant d'exigences que doit remplir toute recherche dite féministe (Magloire 2003:38). Analyser le changement social inspiré par la recherche féministe revient ainsi à situer l'analyse à deux niveaux, soit à l'intérieur de l'Université de Yaoundé II et dans la société globale, pour déceler les différentes tendances de consommation des études de genre et des résultats de la recherche féministe.

### ***De la transformation sociale dans le milieu universitaire***

Le rapport entre l'institutionnalisation des études féministes ou de genre et l'impact sur la transformation sociale se pose avec acuité dans les universités occidentales et africaines. En effet, en combattant pour l'intégration de ces objets d'étude dans les curricula, les enseignantes et enseignants avaient pour principal objectif « d'opérer des changements à partir de l'intérieur » (Silius 2002:26), afin de faciliter leur généralisation dans la société globale. À l'Université de Yaoundé II, au regard de la faible vulgarisation des études de genre à l'intérieur du campus, il est difficile de parler d'un réel impact de celles-ci sur le comportement des étudiants, sur les masculinités des enseignants, encore moins sur la structuration de l'université. Toutefois, comme l'admettent certains étudiants de science politique, cette faible programmation leur a quand même permis de découvrir la discipline, et a eu un impact sur leur manière de penser les rapports sociaux de sexe en général, et le statut des femmes en particulier. Un étudiant affirme :

Personnellement, ce cours m'a permis de revoir certaines de mes positions sur les femmes. Je ne tolère plus certaines injustices vis-à-vis d'elles, comme la violence et le machisme des hommes<sup>11</sup>.

Les cours sur le genre ont surtout eu un impact sur le comportement des étudiantes qui, contrairement aux étudiants, manifestent toujours plus d'intérêt lorsqu'ils sont dispensés en Licence III ou en Master 2. Une

étudiante se remémore la première fois que ce cours a été dispensé dans sa promotion en 2014 en ces termes :

Au début, les cours sur le genre ont d'abord fait l'objet de plusieurs intrigues de la part des garçons, qui estimaient qu'on vient leur enseigner les problèmes de cuisine des femmes à l'université, pourquoi? Par contre, poursuit-elle, l'attitude des filles était toute autre, elles manifestaient un grand intérêt. Mais au fur et à mesure que l'on évoluait dans le cours, grâce aux connaissances et aux informations qui étaient dispensées, et grâce surtout à la méthode de travail du professeur qui les dispensait, les garçons ont commencé à changer d'attitude<sup>12</sup>...

Dans la même lancée, le professeur Ibrahim Mouiche affirme que l'intérêt des étudiants de deux sexes vis-à-vis des cours sur le genre s'est manifestement amélioré par rapport aux années précédentes<sup>13</sup>.

Quant à la structuration de l'Université de Yaoundé II, il est difficile d'établir un lien entre la marginalisation des études de genre et la faible présence des femmes dans la haute administration de l'université. Cependant, il faut noter que depuis 2014, il existe au sein de cette institution, un comité Genre inspiré par la dynamique internationale et nationale de prise en compte du genre dans tous les secteurs. Celui-ci est coordonné par la secrétaire générale de l'université, la professeure Alice Delphine Tang. Son organisation est telle que chaque faculté et chaque grande école rattachée à l'Université de Yaoundé II dispose d'un point focal genre, c'est-à-dire, un ensemble d'universitaires chargés de contrôler le respect de cette valeur dans toutes les activités internes<sup>14</sup>.

Les Points focaux Genre des deux facultés de l'Université de Yaoundé II organisent ainsi des colloques sur le genre, depuis la mise en place de ce comité, pour éduquer la communauté universitaire<sup>15</sup>. Ils ont par exemple contribué à améliorer l'image de l'étudiante de cette université qui avait été salie par les médias, car présentée comme une fille de petite vertu. Les principales actions avaient alors été de chercher les causes de dérapages des étudiantes, de venir en aide financièrement aux étudiants et étudiantes nécessiteux ou handicapés, et d'imposer un code vestimentaire en 2016, pour redorer le blason de cette institution<sup>16</sup>.

Par rapport au nombre de femmes dans l'administration et dans l'enseignement, l'Université de Yaoundé II est à l'image de la société, avec une très faible présence des femmes dans la haute hiérarchie. Une seule femme dans l'administration centrale, et quelques femmes dans les quatre grades de l'enseignement, comme l'indiquent les tableaux ci-après.

**Tableau 1 :** Statistiques des personnels enseignants des deux facultés de l'Université de Yaoundé II en 2014

FACULTÉ GRADES	FSJP			FSEG			TOTAL GÉNÉRAL
	H	F	T	H	F	T	
SEXE							
Pr	14	00	14	08	00	08	22
M. C.	23	07	30	16	05	21	51
C. C.	62	19	81	59	05	64	148
ASS.	72	23	95	38	18	56	151
<b>TOTAL</b>	<b>171</b>	<b>49</b>	<b>220</b>	<b>121</b>	<b>28</b>	<b>149</b>	<b>738</b>

Source : Direction des affaires académiques et de la coopération/Division de l'enseignement et des personnels enseignants, Université de Yaoundé II

**Tableau 2 :** Statistiques des personnels enseignants des deux facultés de l'Université de Yaoundé II en 2015

FACULTÉ GRADES	FSJP			FSEG			TOTAL GENERAL
	H	F	T	H	F	T	
SEXE							
Pr.	16	00	16	08	00	08	24
MC.	24	08	32	16	05	21	53
CC.	66	19	85	55	05	60	145
ASS.	59	21	80	36	16	52	132
<b>TOTAL</b>	<b>165</b>	<b>48</b>	<b>213</b>	<b>115</b>	<b>26</b>	<b>141</b>	<b>708</b>

Source : Direction des Affaires académiques et de la Coopération/Division de l'enseignement et des personnels enseignants, Université de Yaoundé II

**Tableau 3 :** Statistiques des personnels enseignants des deux facultés de l'Université de Yaoundé II en 2016

FACULTÉ GRADES	FSJP			FSEG			TOTAL GÉNÉRAL
	H	F	T	H	F	T	
SEXE							
Pr	19	01	20	09	00	09	29
M. C.	27	09	36	25	06	31	67
C. C.	74	22	96	54	05	59	155
ASS.	43	17	60	26	13	39	99
<b>TOTAL</b>	<b>163</b>	<b>49</b>	<b>212</b>	<b>114</b>	<b>24</b>	<b>138</b>	<b>700</b>

Source : Direction des Affaires académiques et de la Coopération/Division de l'enseignement et des personnels enseignants, Université de Yaoundé II

Il ressort ainsi de ces tableaux que la carrière des femmes à l'Université Yaoundé II est traversée par un plafond de verre qui fait qu'il a fallu attendre 2016 pour voir la première femme devenir professeur titulaire, et ce dans le département de Science politique. L'intéressée affirme :

La Science politique est une science masculine. À l'échelle d'un département qui est comme le mien, pendant des années j'ai été la seule femme chargée de cours, ensuite la seule maître de conférences, et maintenant, la seule professeure titulaire dans les universités francophones, dans tout le système CAMES en Science politique, c'est un problème<sup>16</sup>.

Quoi qu'il en soit, plusieurs paramètres jouent dans le déclassement positionnel des femmes dans les universités. Premièrement, l'ascension universitaire des chercheurs des deux sexes dépend principalement du travail scientifique. Or il y a des dynamiques sociales qui se jouent dans la construction de la carrière des femmes à l'université en général, et dans la recherche en particulier. Il y a la question fondamentale du coût de la vie familiale et matrimoniale, qui fait que généralement, après le master, les femmes abandonnent l'institution universitaire et la recherche pour focaliser leur attention ailleurs, car pour la société, la réussite de la femme est davantage la réussite matrimoniale et maternelle. Pourtant, si elles ne font pas de thèses, elles ne pourront pas être recrutées<sup>18</sup>, et partant, n'auront pas la possibilité d'élargir leur spectre de recherche en intégrant d'autres problématiques comme celle du genre. Ensuite, il y a le problème de harcèlement dont sont victimes certaines femmes à l'université, et enfin, l'absence d'un département d'études féministes et de genre ou d'une chaire d'études féministes empêche la création de nouveaux postes, c'est-à-dire l'embauche du personnel et la volonté de professionnalisation en études féministes et de genre.

### *De la transformation sociale hors campus*

Parce que la recherche féministe porte en elle un projet de transformation sociale, l'on devrait assister à une récupération politique de ses résultats, et ce dans des conditions précises. Premièrement, elle doit être suffisamment développée en termes de capacités d'enquête sur les différents volets des études de genre, et en termes d'institutionnalisation de ses résultats, avec des publications d'ouvrages individuels ou collectifs, ensuite à travers la tenue des colloques, et enfin à travers la capacité des équipes et institutions de recherche à faire connaître leurs résultats auprès des décideurs politiques et administratifs. Comme vu précédemment, la recherche féministe à l'Université de Yaoundé II est encore numériquement faible, à cause notamment de la faible diffusion des études de genre et de l'absence de centres de recherche appropriés pour construire et nourrir le débat. Cependant, on

peut relever quelques exemples de travaux d'universitaires de cette institution, qui apparaissent dans un ouvrage collectif financé par l'ONU-Femmes en 2014, en partenariat avec la société civile féminine camerounaise, ayant pour objectif général d'analyser la représentation politique des Camerounaises et d'émettre des recommandations pour les décideurs (Diffo Tchunkam 2014).

Toutefois, même si les étudiant-e-s s'intéressent de plus en plus aux cours de genre, et même si des propositions sont faites dans les travaux de chercheurs et universitaires, l'intégration politique des femmes continue d'être une problématique majeure dans la société camerounaise. Des critiques sont virulentes vis-à-vis des recherches qui recommandent la discrimination positive. On note ainsi l'inexistence d'une loi sur la parité, malgré des suggestions diverses faites par des universitaires. Seules quelques mesures cosmétiques sur la prise en compte du genre dans la vie publique et politique feignent de combler un terrain juridique dégagé de mesures contraignantes. Parmi ces mesures, l'on note par exemple l'intégration d'une clause sur le genre dans le Code électoral camerounais en 2013, grâce entre autres facteurs à l'action de la société civile féminine pilotée majoritairement par des universitaires femmes. C'est le cas l'association *More Women Politics*, coordonnée par la professeure Justine Diffo Tchunkam, enseignante de droit à l'Université de Yaoundé II.

Néanmoins, il faut noter que l'Université de Yaoundé II est en marge de plusieurs opportunités de partenariats avec ONU-Femmes et le Ministère de la promotion de la femme et de la famille (MINPROFF), à cause de la place marginale qu'elle accorde aux études sur le genre. L'université de Yaoundé I par exemple, a des ébauches de partenariats avec ONU-Femmes, du fait de l'existence d'un master professionnel en Genre et développement<sup>19</sup>. Le MINPROFF collabore également avec les universités ayant un programme avancé sur le genre, comme l'indiquait la sous-directrice de la promotion du genre, à l'occasion d'un atelier de formation des femmes organisé à Yaoundé au mois de juillet 2018 en ces termes :

C'est dans le cadre des ateliers que le ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille invite des universitaires pour faire des présentations qui portent sur les résultats de leurs études. Dans cet atelier par exemple, nous avons invité l'Université de Yaoundé I parce que justement, elle a un programme en master professionnel sur le genre<sup>20</sup>.

Ainsi, l'Université de Yaoundé II doit encore fournir beaucoup d'efforts en termes de production d'enseignements sur le genre et/ou sur le féminisme et en termes de recherche féministe pour impulser une grande consommation et transformation. Pour l'essentiel, sa participation dans la mise en place d'une société plus égalitaire reste très faible au regard des griefs susmentionnés.

L'absence d'une revue féministe complexifie le problème, en ce sens qu'elle pourrait servir de réservoir d'analyses et d'idées pour le politique; d'autant plus que les problématiques abondent au Cameroun, liées entre autres à la représentation politique, aux mutilations génitales, au repassage des seins, au mariage précoce, etc.

## Conclusion

En définitive, l'Université de Yaoundé II a encore beaucoup d'efforts à fournir pour assurer le développement et la diffusion des études de genre dans son programme. Certes, l'on ne peut s'attendre à ce que cette institutionnalisation soit un long fleuve tranquille au regard des nombreuses résistances que suscite la problématique de genre. Mais il est nécessaire, dans un monde dépourvu de frontières comme le nôtre, d'opérer un changement au sein des universités camerounaises en général et de Yaoundé II en particulier, afin que celles-ci s'arriment à ce qui s'impose désormais comme une dynamique du temps scientifique. Plusieurs actions sont à entreprendre pour atteindre cet objectif. Il s'agit principalement de développer davantage les *Gender Studies* et de les vulgariser dans les autres départements de l'université, de mettre sur pied des centres de recherche expressément dédiés à la question du genre et du féminisme, d'organiser des colloques et séminaires en dehors des cours magistraux pour sensibiliser les étudiants à s'intéresser aux études de genre, de créer des espaces de coopération entre l'Université de Yaoundé I et d'autres universités africaines et occidentales ayant une avance sur l'institutionnalisation des études féministes et de genre, de mettre sur pied une revue féministe qui réunirait tous les travaux effectués sur le féminisme ou sur le genre, etc. Autant de mesures à envisager pour améliorer la visibilité, voire l'institutionnalisation de ces études dans les curricula des universités de l'espace francophone du Cameroun, et partant, avoir plus d'impact sur la transformation sociale.

## Notes

1. Au sein de cette université, une unité d'enseignement sur le genre est dispensée aux étudiants de 3<sup>e</sup> année de sociologie et il existe un master professionnel en genre et développement.
2. ISESCO : Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture.  
FUMI : Fédération des universités du monde islamique.
3. L'Université de Yaoundé II est constituée de deux grandes facultés, la Faculté des sciences juridiques et politiques (FSJP) et la Faculté des sciences économiques et de gestion (FSEG), et de trois grandes écoles, l'École supérieure des sciences et techniques de l'information et de la communication (ESSTIC), l'Institut de formation et de recherche démographique (IFORD), l'Institut des relations internationales du Cameroun (IRIC).

4. Entretien avec René Faustin Bobo Bobo, doctorant en science politique, 8 juin 2018.
5. Entretien avec Mathias E. Owona Nguini, professeur des universités, 5 juillet 2018.
6. Entretien avec Abdoulaye Mfonka, docteur en science politique, 13 juin 2018.
7. <http://fr.allafrica.com/stories/201703300768.html>, consulté le 11 mars 2017.
8. Ces mémoires ont tous été soutenus par des étudiantes uniquement et abordaient le genre en rapport avec le milieu politique, professionnel, dans les festivités du 8 mars et dans le développement.
9. Ces mémoires étudiaient respectivement la protection des femmes et des enfants dans les conflits armés, et l'activité commerciale des femmes mariées.
10. Entretien avec N. Machikou, professeur titulaire des universités, 22 juin 2018.
11. Entretien avec Nestor Nkondo, étudiant en master 2, étudiant en science politique, master 2, université de Yaoundé II, 28 juillet 2018.
12. Entretien avec Ngon Ngang Marie-Françoise, étudiante en science politique, master 2, université de Yaoundé II, 28 juillet 2018.
13. Entretien avec Ibrahim Mouiche, professeur titulaire des universités, 2 juin 2018.
14. Globalement, les différents points focaux doivent, entre autres missions : S'attacher à la sensibilisation sur le genre, produire un état des lieux de la prise en compte du genre (évolution des effectifs, suivi des malades femmes, gestion des violences faites aux enseignantes et aux étudiantes en lien avec le Centre d'écoute du Centre médico-social, etc.) ; promouvoir l'excellence féminine; porter à la connaissance de la hiérarchie de l'Université de Yaoundé II toutes les inégalités de genre vécues ; veiller à l'équité au sein des composantes de l'Université de Yaoundé II, à la participation des groupes marginalisés au processus de décision, lutter contre l'inégalité du genre donnant lieu à l'égalité formelle ou réelle ; encourager la diffusion de la documentation sur le genre.
15. Entretien avec le chef de bureau des statistiques, des archives et du personnel de la Faculté des sciences économiques et de gestion, 12 juin 2018.
16. Entretiens avec A. D. Tang, secrétaire générale de l'université Yaoundé II et Salpana, cheffe de service de la Direction des affaires administratives et financières (DAAF), 7 juin 2018.
17. Entretien avec N. Machikou, *op. cit.*
18. Entretien avec N. Machikou, *op. cit.*
19. Entretien avec Uilirich Waffo *Gender statistics expert* ONU-femmes Cameroun, 29 juin 2018.
20. Entretien avec Mme Prisca Moto, sous-directrice de la promotion du genre au MINPROOF, 26 juillet 2018.

## Bibliographie

- Albenga V. et Bachmann L., 2015, « Appropriations des idées féministes et transformation de soi par la lecture », *Politix*, 1/109, p. 69-89.
- Ayasha, M. Imam, Amina Mama et Fatou Sow (Dirs), 2004, « Sexe, genre et société. Engendrer les sciences sociales africaines », *Nouvelles Questions féministes*, 2006/3, vol 25, Dakar-Paris, CODESRIA-KARTHALA, p. 140-143.

- Bard, C., 2005, «Une histoire féministe est-elle possible?», *Les cahiers du CEDREF*, 13|2005, p. 73-86.
- Dagenais, C., 2002, «l'institutionnalisation des études féministes au Québec, une évolution critique et paradoxale. Changer le discours ou changer la vie?», dans ANEF, *Les études féministes quelle visibilité?* Troisième colloque international des recherches féministes francophones, Université de Toulouse II – Le Mirail. 20 et 21 septembre 2002, pp. 23-30.
- Kabore, S., 2017, «Le féminisme en Afrique subsaharienne. Des avancées toujours nécessaires», Centre AVEC ASBL, Bruxelles, [www.centreavec.be](http://www.centreavec.be), consulté le 12 mars 2017.
- Khodja, S., 2002, «La situation en Algérie», dans ANEF, *Les études féministes quelle visibilité?* p. 51-53.
- Kinda, F., 2009, «Les femmes et les études féministes dans les universités, enjeux et stratégies : le cas du Burkina Faso», dans F. Sow (Dir.), *La recherche féministe francophone. Langue, identités et enjeux*, Dakar, Karthala, p. 80-90.
- Lamoureux, D., 2005 «Les études féministes au Québec : les limites de la transmission institutionnelle», *Les cahiers du CEDREF* 13, p. 53-72.
- Lebeau Y., «Les universités, espaces de médiation du global au local», *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs* [En ligne], 5 | 2006, mis en ligne le 1er mai 2012, consulté le 1er juin 2018. URL : <http://journals.openedition.org/cres/1067>
- Magloire, D., 2003, «La recherche féministe pour l'action sociale», *Nouvelles Questions féministes*, Antipodes 1 (22), p. 31-47.
- Ollivier, M. et Tremblay M., 2000, *Questionnements féministes et méthodologie de la recherche*, Paris, L'Harmattan.
- Ramazanoglu, C. and Holland J., 2002, *Feminist Methodology: Challenges and choices*, London; Thousand Oaks, Calif.: SAGE publications.
- Silius, H., 2002, «Histoire et institutionnalisation uniformes d'une discipline féminine», dans ANEF, *Les études féministes quelle visibilité?* p. 19-22.
- Sow, F (dir.), 2009, *La recherche féministe francophone. Langue, identités et enjeux*, Paris, Karthala.
- Sow, F., 2002, «Écrire, publier et diffuser la recherche féministe en Afrique francophone, l'expérience sénégalaise», dans ANEF, *Les études féministes quelle visibilité?* p. 37-46.
- Toupin, L. 1993, «Une histoire du féminisme est-elle possible?», *Recherches féministes*, 6(1), p. 25-52.
- Touré, M., 2011, «La recherche sur le genre en Afrique : quelques aspects épistémologiques, théoriques et culturels», dans Fatou Sow et Ndeye Sokhna Gueye (Dir.), *Genre et dynamiques socio-économiques et politiques en Afrique*, Dakar, CODESRIA, p. 105-128.
- Verschuur, C. «Diversité des mouvements des femmes, des pratiques et des théories féministes : La contribution des études de genre aux études de développement», dans Christine Verschuur (Dir.), *Genre, postcolonialisme et diversité des mouvements des femmes*, Cahiers genre et développement, n° 7, Paris, L'Harmattan, p. 15-24.
- Zaidman, C., 2005, «Peut-on enseigner le féminisme à l'université?», dans *Cahiers du CEDREF, Transmission : savoirs féministes et pratiques pédagogiques*, (13), p. 35-51, <http://journals.openedition.org/cedref/617>, consulté le 11 mars 2018.